

Palavas-les-Flots



Analyse des actions 2024 sur le plan environnemental

Laurent Milhé – Piléa Stratégie

Caroline Roux – Directrice des Finances

PILÉA
STRATÉGIE

Sommaire

An aerial photograph of a coastal city, likely Monaco, showing a large marina filled with white yachts, a harbor with a stone breakwater, and a city built on a hillside overlooking the sea. The sky is blue with some clouds.

1

Principes de l'évaluation
environnementale

2

Résultats 2024

3

Plan de transition



Principes de l'analyse environnementale

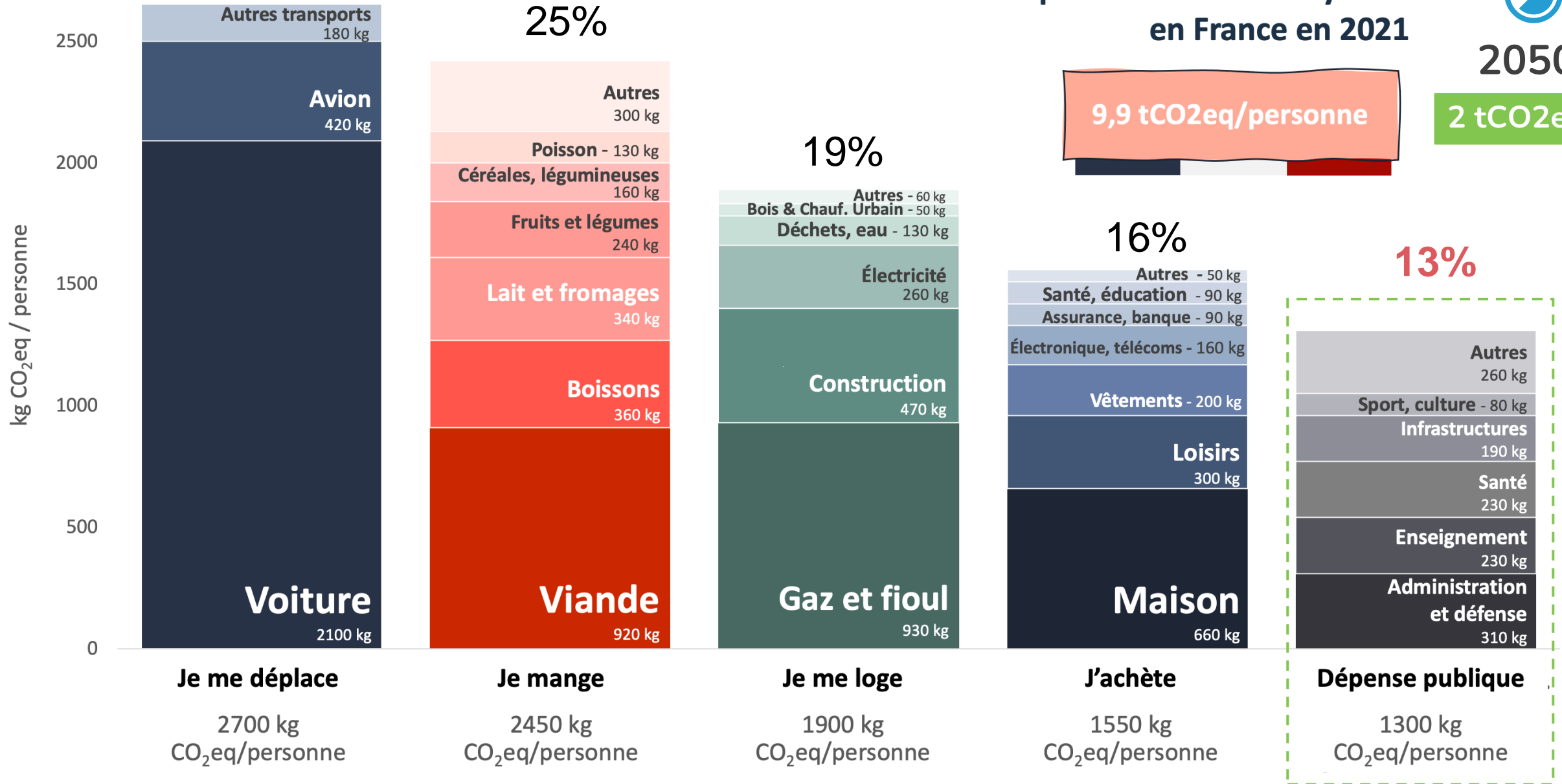




2050

2 tCO₂eq

9,9 tCO₂eq/personne



Gaz inclus : CO₂ (hors UTCATF France), CH₄, N₂O, HFC, SF₆, PFC, H₂O (trainées de condensation).

Source : MyCO₂ par Carbone 4 d'après le ministère de la Transition écologique, le Haut Conseil pour le Climat, le CITEPA, Agribalyse V3 et INCA 3.

L'évaluation environnementale

Enjeux d'atténuation

Lutte contre le changement climatique par la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'augmentation du stockage carbone.



Budget climat



Bilan carbone

Enjeux d'adaptation

Anticipation des effets négatifs des changements climatiques et de mise en place des mesures appropriées pour prévenir ou minimiser les dommages que ces effets peuvent causer.



Enjeux biodiversité

Lutte contre l'érosion de la biodiversité et action pour sa préservation et sa restauration.

Achats durables

Règlementation

- **Renforcement** des mesures liées aux enjeux environnementaux et sociaux
Exemple : Loi AGEC et Loi Climat et Résilience
- **Baisse des seuils** et des strates d'application réglementaires
Exemple : SPASER (Schéma pour la Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable)
- **Financements** conditionnés à la nature de l'action ou du projet
Exemple : prêts verts de la Banque Postale, Fonds Vert
- **Pénalités** pour non-respect des obligations
Exemple : 10 000 € pour non-réalisation du BEGES

Annexe environnementale en 4 points

« annexe environnementale des collectivités locales » : mesure l'impact des budgets locaux sur la transition écologique

1. Impact du budget pour la transition écologique

- Un état unique valorisant les choix d'investissement des collectivités ayant un impact positif sur l'environnement.
- Facilite la planification écologique à l'échelle nationale.

2. Obligations

- S'applique aux collectivités territoriales, leurs groupements et établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants.

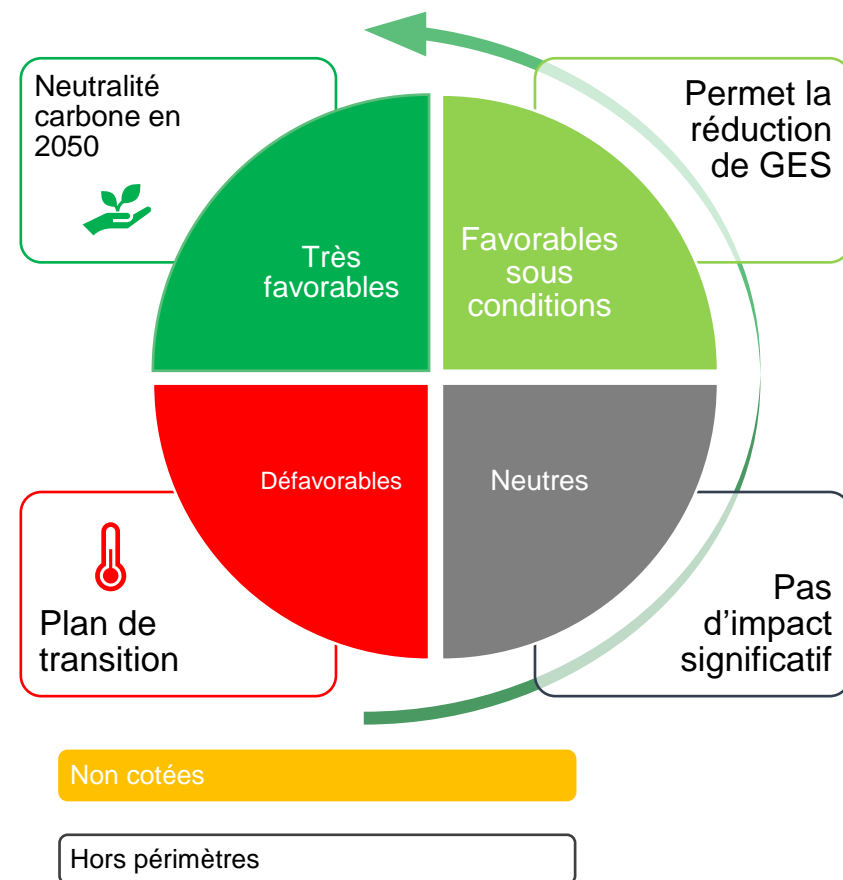
3. Mise en œuvre

- À partir de l'élaboration du CFU ou du Compte Administratif 2024.

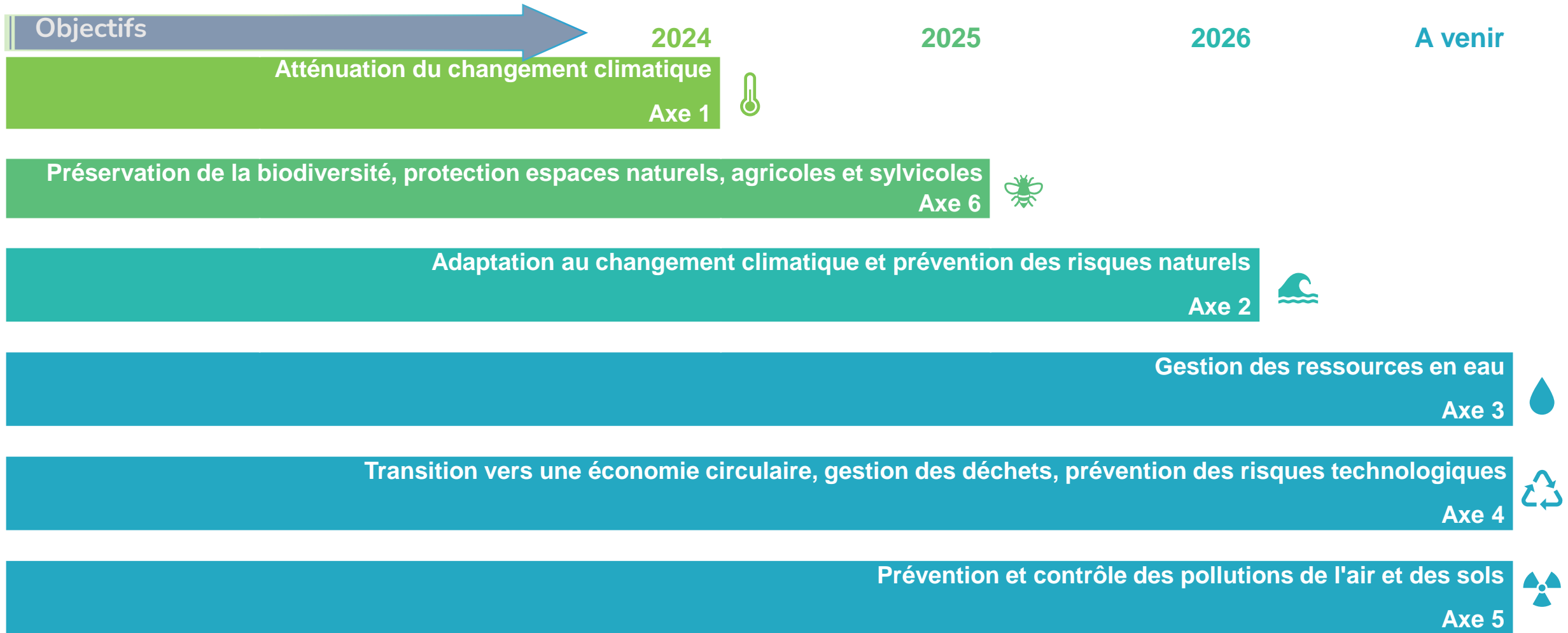
4. Élargissement en 2025

- Intégration de l'enjeu biodiversité

Clé de lecture du classement



Planning de déploiement prévue par le décret du 16 juillet 2024



L'intérêt de l'évaluation climat du budget



Identifier et comprendre

Quelles sont les dépenses bénéfiques pour le climat et celles avec un impact négatif.

Etat des lieux



Evaluer la cohérence

Des dépenses avec les objectifs nationaux.

S'inscrire dans la stratégie nationale bas-carbone



Analyser les marges de manoeuvre

Pour réorienter les dépenses selon un prisme climat.

Mise en place de plan d'action



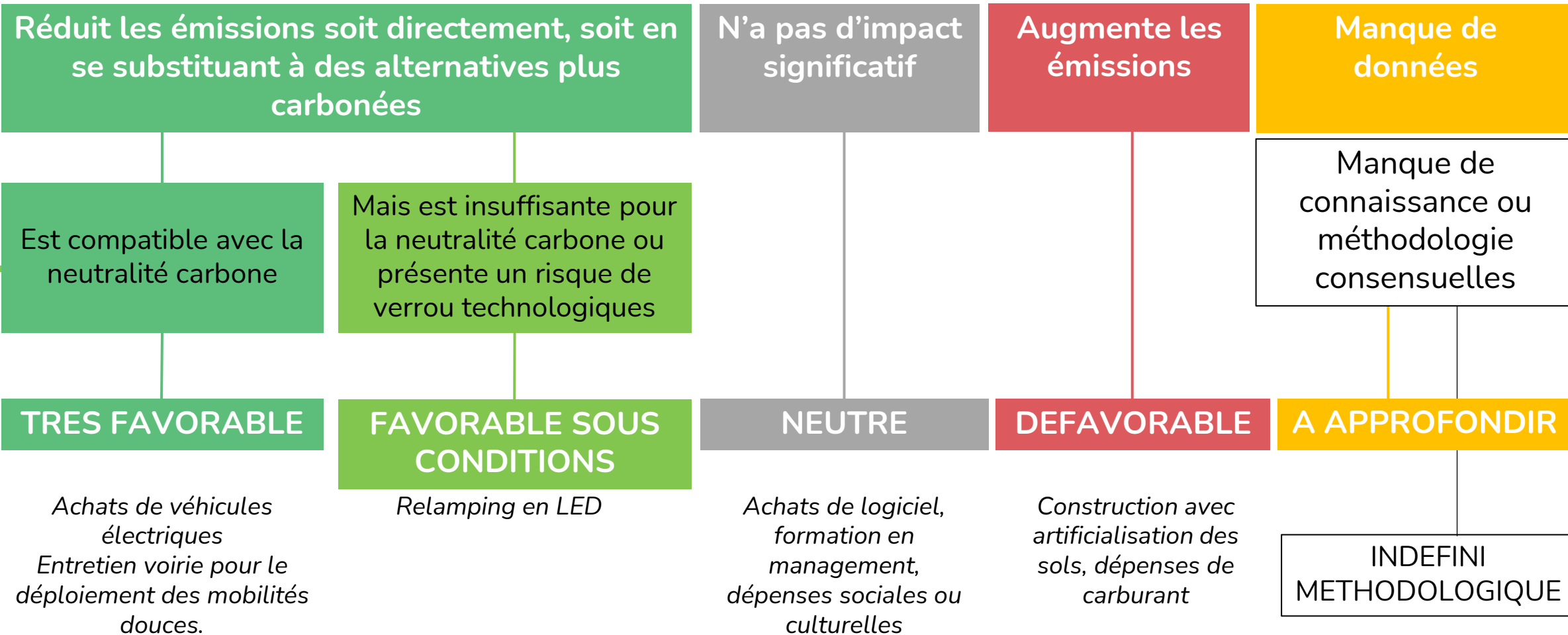
Suivre l'évolution

D'exercice en exercice.

Amélioration continue

L'arbre pour aider à la classification des dépenses

L'action ...



Les limites d'une évaluation environnementale du budget

Limites liées au périmètre retenu

- Climat (méthodologie robuste)
- Adaptation et biodiversité (méthodologie exploratrice) -> à mettre en place dans un second temps.

Limites inhérentes à l'approche budgétaire

- Absence des mesures ou actions non-budgétaires.
- L'architecture budgétaire n'est pas conçue pour être analysée sous un angle environnemental -> besoin d'indicateurs extra financiers

Pas de comparaison entre collectivités

- Compétences différentes
- Périmètres de délégation différents
- Contextes très différents (industriel vs. Rural, taille ...)
- Niveaux d'avancement différents : ne pas pénaliser ceux qui en ont fait plus.



Les résultats de 2024

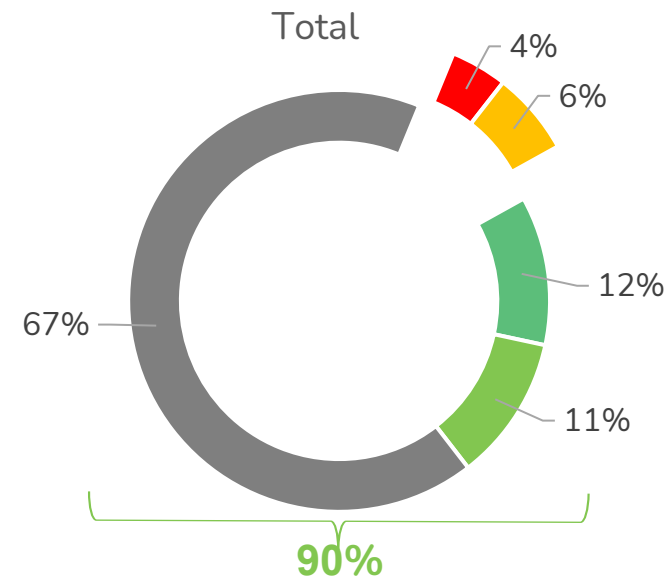
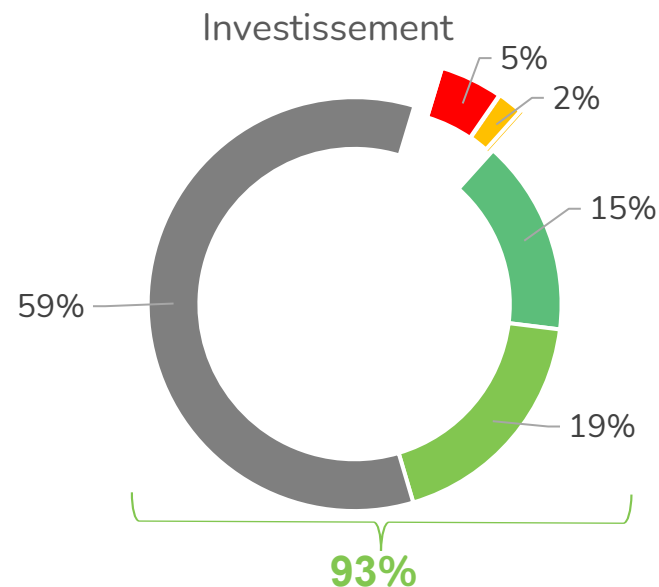
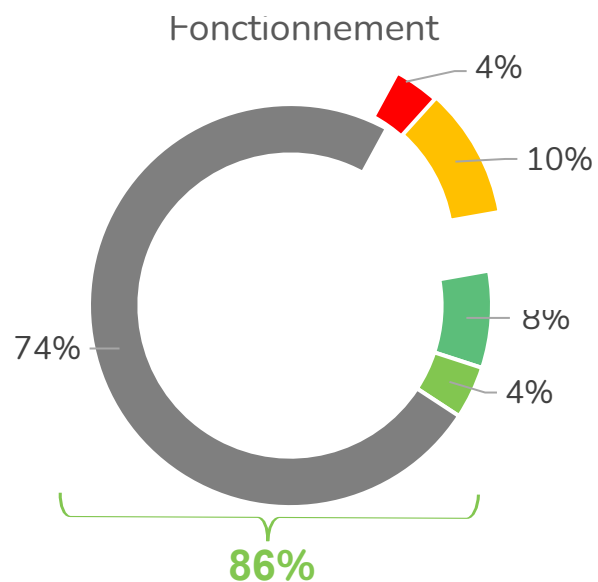


Dépenses réelles 2024

Tableau de déclaration des dépenses réelles hors emprunt, charges de personnel et indemnités des élus :

Classement	Fonctionnement	Investissement	Total
■ Très favorable	563 788	1 045 982	1 609 770
■ Favorable sous conditions	306 413	1 263 638	1 570 051
■ Neutre	5 337 445	4 053 060	9 390 505
■ Défavorable	273 005	339 557	612 562
■ Non cotées	762 009	139 198	901 207
Total	7 242 660	6 841 435	14 084 095

Annexe budget vert



■ Très favorables

■ Favorable sous conditions

■ Neutres

■ Défavorables

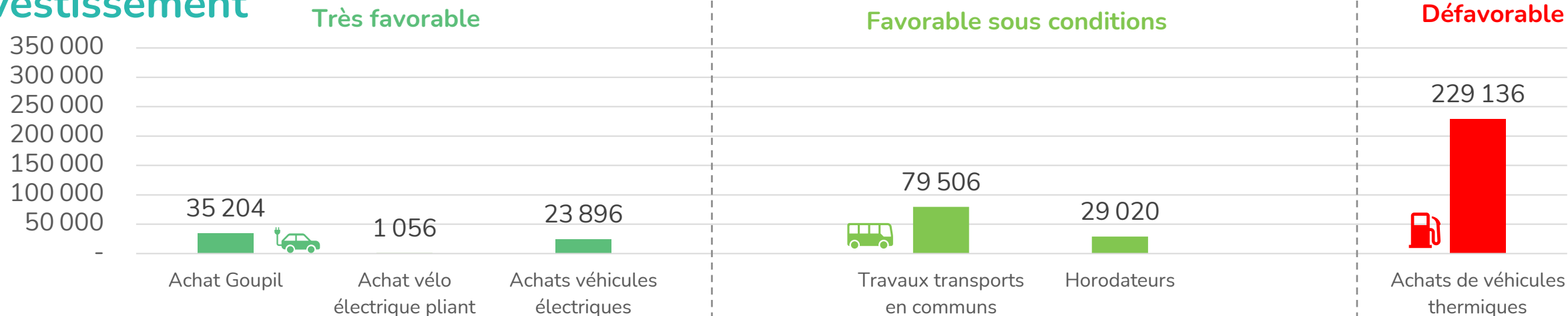
■ Non cotées

Enjeux : Mobilité

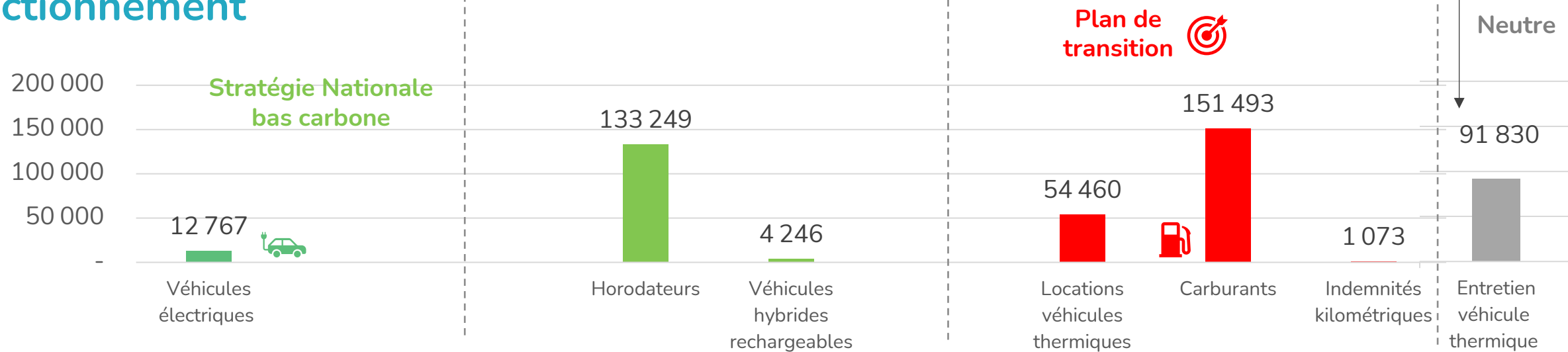


Éléments de transition : sortie des véhicules thermiques, développement des transports en communs non carbonés

Investissement



Fonctionnement

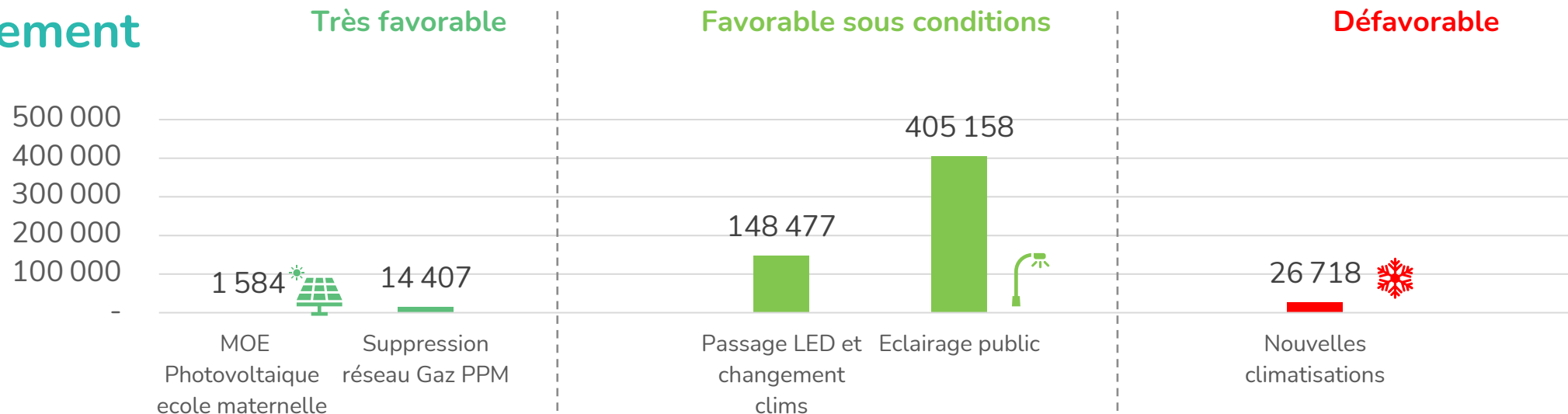


Enjeux : Energie

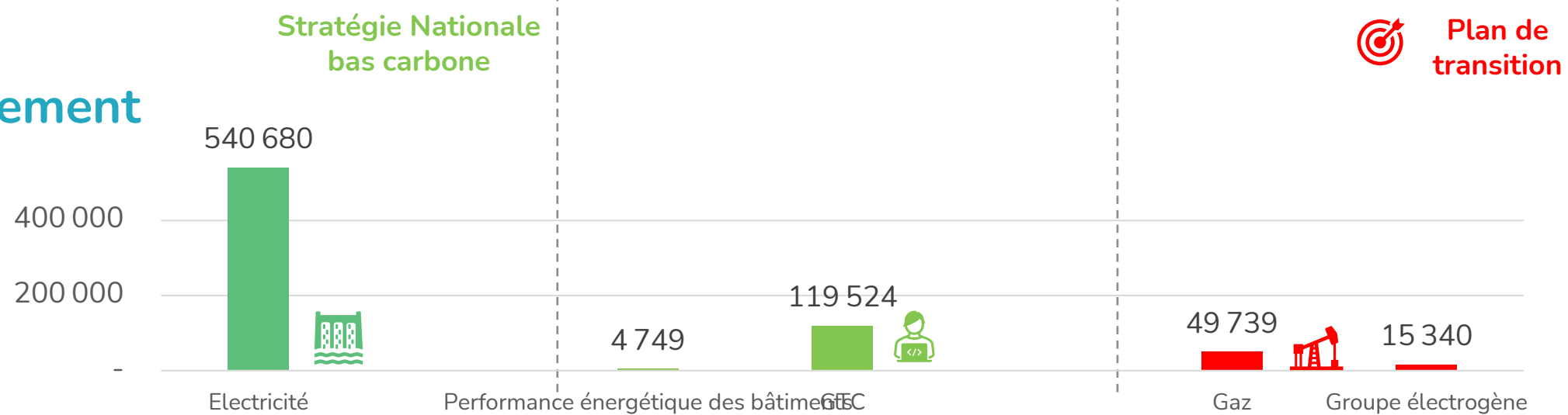


Eléments de transition : réduire la consommation énergétique et sortir des énergies fossiles

Investissement



Fonctionnement



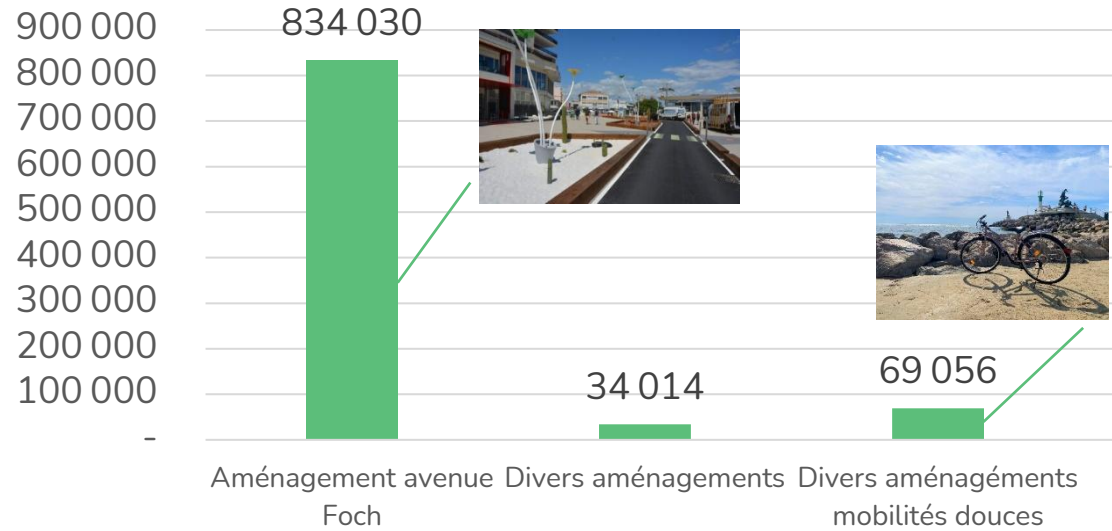
Enjeux : Voirie



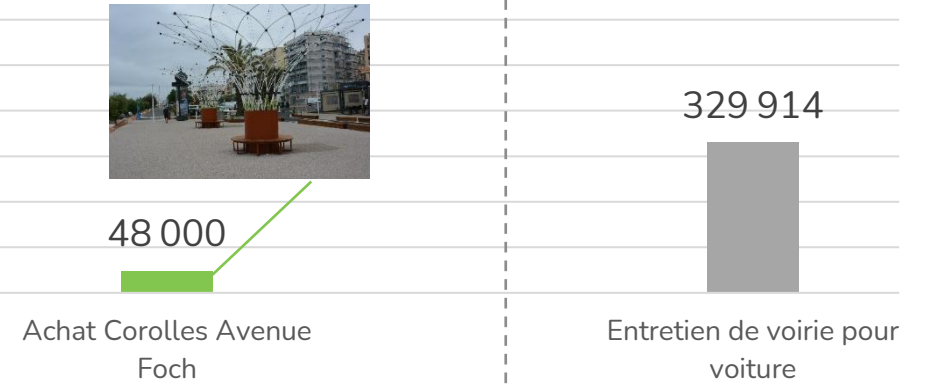
Eléments de transition : réduire la part de la voiture en milieu urbain

Stratégie Nationale bas carbone

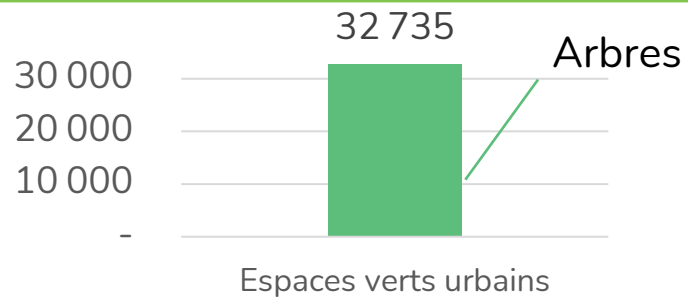
Très favorable



Favorable sous conditions



Espaces verts



Espaces verts



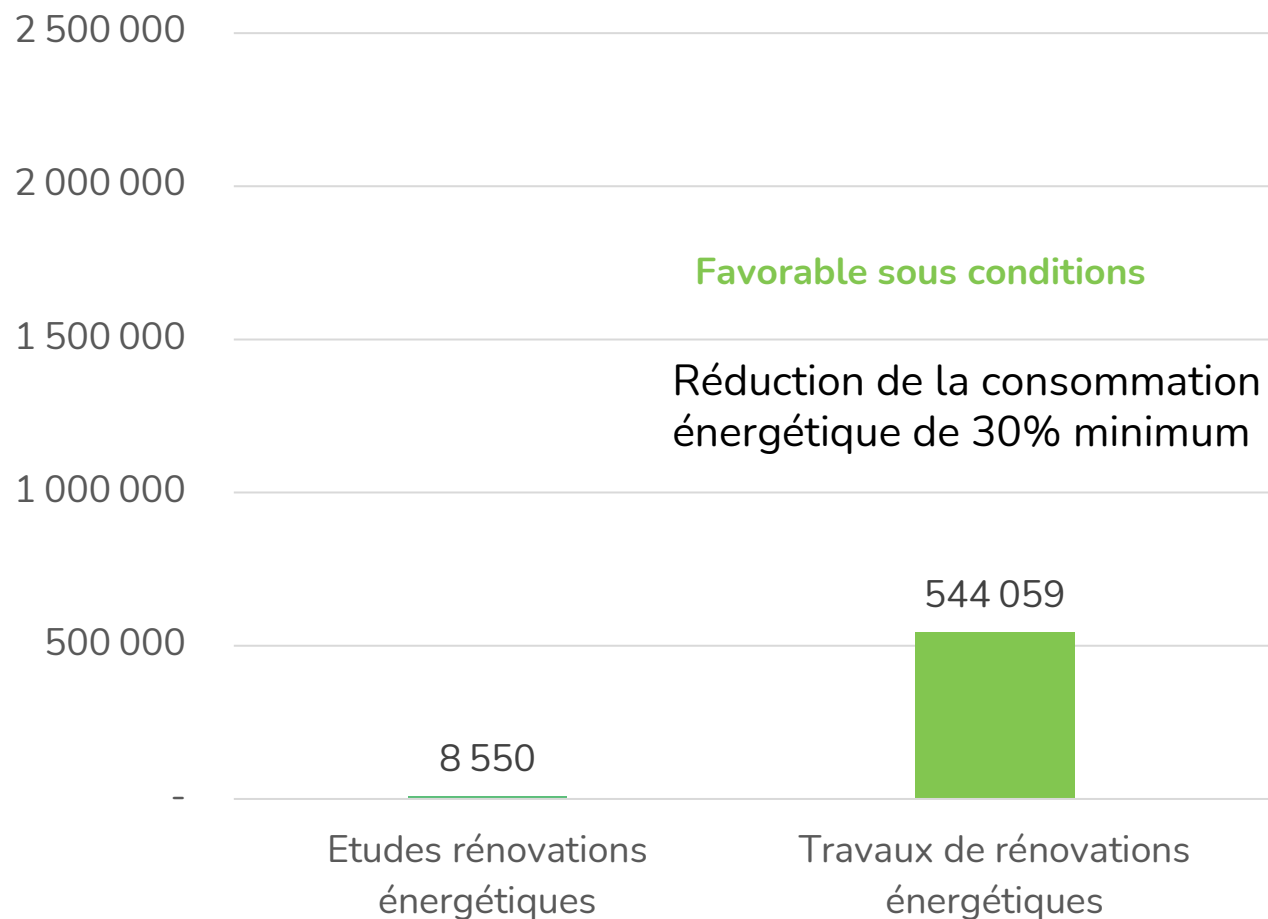
Equipements

Enjeux : Rénovation des bâtiments

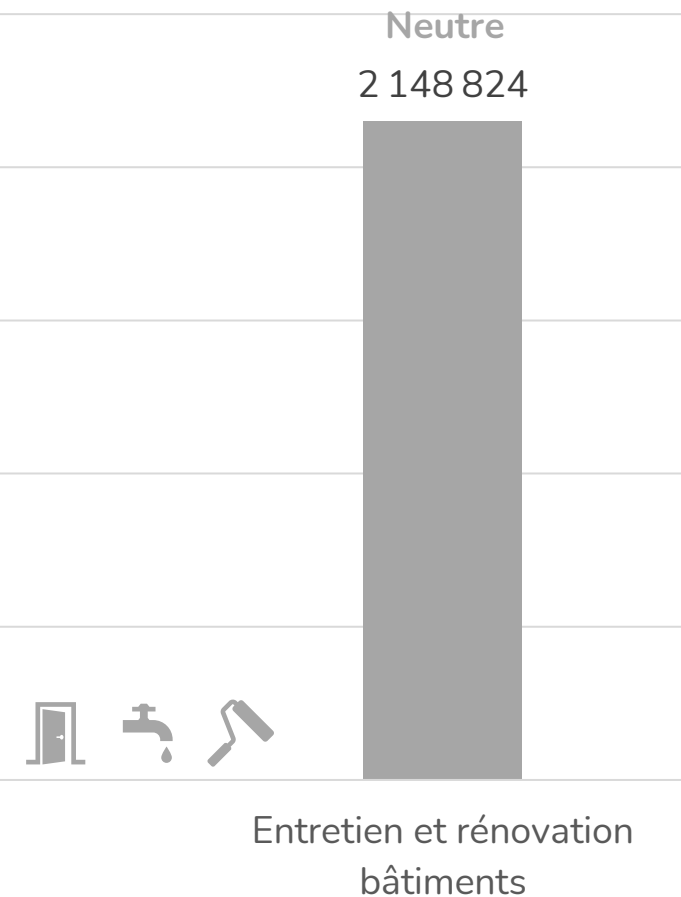


Éléments de transition : réduire la consommation énergétique.

Rénovation énergétique



Rénovation non énergétique

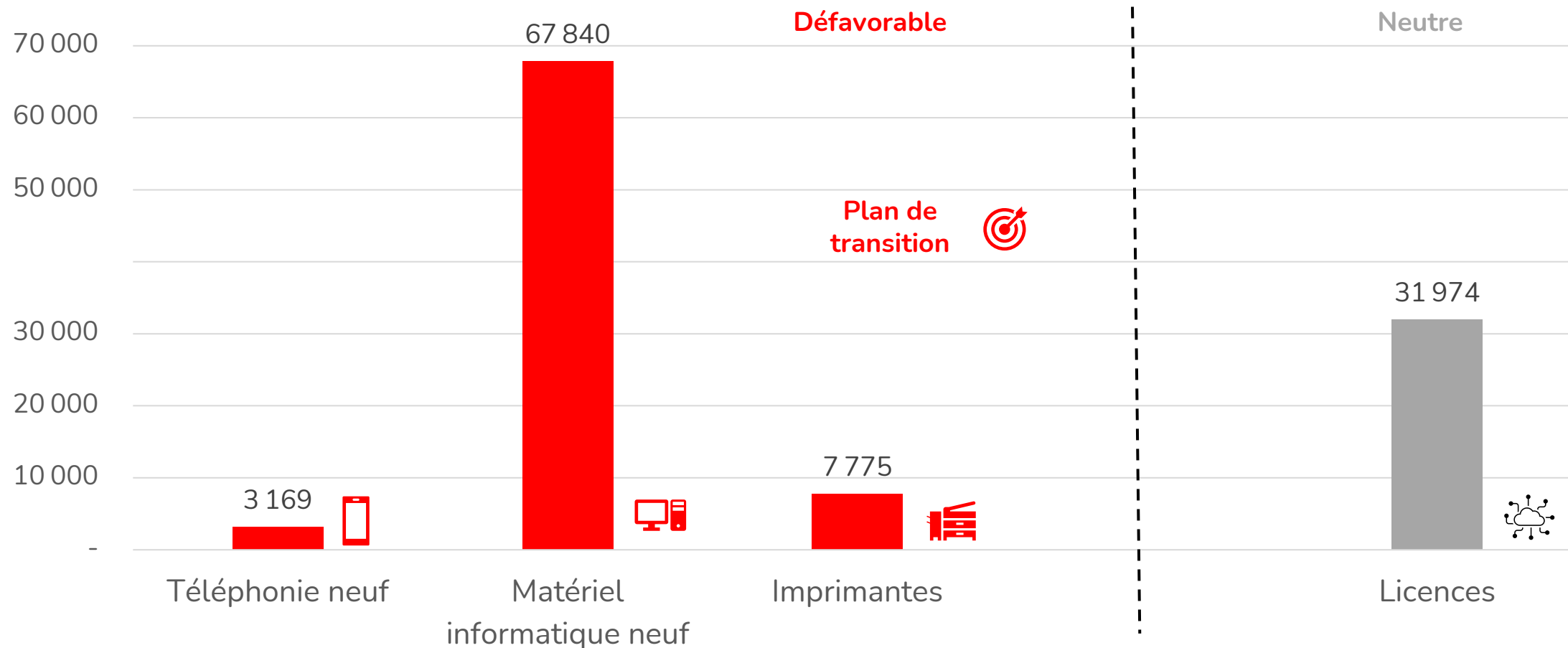


Enjeux : NTIC



Eléments de transition : achats de matériels reconditionnés

Achats matériels informatiques et bureautique



IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE – PRÉSENTATION PAR NATURE

IV

C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)	Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
Immobilisations incorporelles	406 538,40 €	12 005,02 €	- €	- €	364 465,96 €	30 067,42 €
Terrains	394 762,10 €	32 735,44 €	- €	- €	362 026,66 €	- €
Constructions	922 737,95 €	148 477,26 €	- €	26 717,85 €	747 542,84 €	- €
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	2 634 294,74 €	1 441 789,28 €	- €	4 918,72 €	1 148 298,68 €	39 288,06 €
Immobilisations corporelles en cours	1 392 987,21 €	566 458,12 €	- €	- €	826 529,09 €	- €
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Autres immobilisations corporelles	1 090 114,76 €	108 154,72 €	- €	307 920,44 €	604 197,13 €	69 842,47 €
Total	6 841 435,16 €	2 309 619,84 €	- €	339 557,01 €	4 053 060,36 €	139 197,95 €

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)	Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
Immobilisations incorporelles	406 538,40 €	12 005,02 €	- €	364 465,96 €	30 067,42 €
Terrains	394 762,10 €	32 735,44 €	- €	362 026,66 €	- €
Constructions	922 737,95 €	148 477,26 €	26 717,85 €	747 542,84 €	- €
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	2 634 294,74 €	1 441 789,28 €	4 918,72 €	1 148 298,68 €	39 288,06 €
Immobilisations corporelles en cours	1 392 987,21 €	566 458,12 €	- €	826 529,09 €	- €
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	- €	- €	- €	- €	- €
Autres immobilisations corporelles	1 090 114,76 €	108 154,72 €	307 920,44 €	604 197,13 €	69 842,47 €
Total	6 841 435,16 €	2 309 619,84 €	339 557,01 €	4 053 060,36 €	139 197,95 €

Dépenses pouvant présenter des classements différents selon l'axe d'analyse

Ensemble des dépenses d'investissements analysées

Peu de dépenses mais axe d'amélioration pour 2025

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE – PRÉSENTATION PAR FONCTION

IV

C3.2

Présentation agrégée par fonction

Fonction (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	788 598,88 €	35 829,03 €	- €	53 513,31 €	629 138,59 €	70 117,95 €
1	Sécurité	654 491,34 €	189 590,17 €	- €	60 434,88 €	394 146,29 €	10 320,00 €
2	Enseignement, formation professionnelle e	71 228,84 €	10 893,58 €	- €	7 958,78 €	49 540,33 €	2 836,15 €
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisi	1 778 432,25 €	485 838,13 €	- €	77 470,04 €	1 196 077,67 €	19 046,41 €
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et ré	65 779,93 €	3 521,26 €	- €	- €	62 258,67 €	- €
4-3	APA	- €	- €	- €	- €	- €	- €
4-4	RSA – Régularisations des RMI	- €	- €	- €	- €	- €	- €
5	Aménagement des territoires et habitat	1 363 290,41 €	432 853,54 €	- €	107 433,44 €	806 399,19 €	16 604,24 €
6	Action économique	464 249,38 €	17 153,52 €	- €	20 147,76 €	406 924,91 €	20 023,19 €
7	Environnement	150 465,31 €	35 694,90 €	- €	- €	114 770,41 €	- €
8	Transports	1 504 898,82 €	1 098 245,71 €	- €	12 598,80 €	393 804,30 €	250,01 €
Total		6 841 435,16 €	2 309 619,84 €	- €	339 557,01 €	4 053 060,36 €	139 197,95 €

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)






Fonction (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	788 598,88 €	35 829,03 €	53 513,31 €	629 138,59 €	70 117,95 €
1	Sécurité	654 491,34 €	189 590,17 €	60 434,88 €	394 146,29 €	10 320,00 €
2	Enseignement, formation professionnelle e	71 228,84 €	10 893,58 €	7 958,78 €	49 540,33 €	2 836,15 €
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisi	1 778 432,25 €	485 838,13 €	77 470,04 €	1 196 077,67 €	19 046,41 €
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et ré	65 779,93 €	3 521,26 €	- €	62 258,67 €	- €
4-3	APA	- €	- €	- €	- €	- €
4-4	RSA – Régularisations des RMI	- €	- €	- €	- €	- €
5	Aménagement des territoires et habitat	1 363 290,41 €	432 853,54 €	107 433,44 €	806 399,19 €	16 604,24 €
6	Action économique	464 249,38 €	17 153,52 €	20 147,76 €	406 924,91 €	20 023,19 €
7	Environnement	150 465,31 €	35 694,90 €	- €	114 770,41 €	- €
8	Transports	1 504 898,82 €	1 098 245,71 €	12 598,80 €	393 804,30 €	250,01 €
Total		6 841 435,16 €	2 309 619,84 €	339 557,01 €	4 053 060,36 €	139 197,95 €







Le plan de transition



Comment améliorer les dépenses neutres ?

	Domaine	Actions possibles	Objectif	
			Très favorables	Favorables sous conditions
	Achats et entretien de véhicules	Réduction du parc de véhicule thermique	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Energie	Fourniture via des contrats d'énergie avec garantie d'origine renouvelable	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Alimentation	Augmentation du nombre de repas végétarien pour les repas fournis aux écoles	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Entretien des bâtiments	Utilisation de matériaux biosourcés Amélioration de la performance énergétique Mise en place du décret août 2021 (fourniture)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Fonds de concours	Mettre en place des considérations environnementales dans le versement des fonds de concours (charte de bonne conduite)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Comment améliorer les dépenses neutres ?

	Domaine	Actions possibles	Objectif	
			Très favorables	Favorables sous conditions
	Voirie	Privilégier les travaux d'entretien de la voirie pour la part dédiée aux piétons, vélos et transports en commun : dépenses d'entretien et d'exploitation	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Espaces verts	Plantation et entretien des espaces dédiés aux arbres	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Politique d'achat	Application du décret d'août 2021 sur l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et l'article 5 de la Loi Climat et Résilience de 2018 qui va obliger à compter de 2026 l'intégration de considération environnementale dans les marchés.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Ressources humaines	La conduite au changement doit permettre de pondérer les temps passés par service et missions en faveur de l'atténuation Actions de formation, sensibilisation	<input checked="" type="checkbox"/>	

Comment réduire les dépenses défavorables ?



Domaine	Actions possibles	Objectif	
		Très favorables	Favorables sous conditions
Mobilité	<p>Transformation du parc automobile vers de l'électrique ou à défaut de véhicules émettant moins de 50g.CO2/km, sensibilisation à l'écoconduite, réserver l'utilisation du véhicule au strict nécessaire.</p> <p>Il est recommandé de recenser les modes de déplacement utilisés par les agents et élus, et de les classer selon une grille simple :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Voiture thermique et avion en « défavorable » car émetteurs de CO2 ; 2. Voiture au gaz en « favorable sous conditions » ; 3. Et voiture électrique ou bioGNV, transports ferrés et mobilités douces en « très favorable ». <p>Ce classement intuitif permet de rendre compte de l'effort de la collectivité si elle encourage les déplacements d'agents par des modes peu carbonés.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Engins techniques	<p>Sur ce poste, les stratégies alternatives sont en cours de développement. Pour certains « engins » il peut exister des solutions électriques, utilisant des huiles usagées...</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Comment réduire les dépenses défavorables ?



Domaine	Actions possibles	Objectif	
		Très favorables	Favorables sous conditions
Informatique	<p>Mettre en place une charte d'achat sur les produits informatiques respectant les 5 critères définis dans la méthodologie I4CE :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Une politique d'achats durables est en place avec volet recyclage2. Les achats sont amortis sur 5 ans pour les ordinateurs et de 3,5 ans pour les smartphones.3. Les téléphones double-SIM sont systématiquement préférés à la solution double téléphone.4. L'achat reconditionné est systématiquement regardé et préféré si possible, ou porteurs de logos environnementaux.5. Une évaluation carbone est menée pour tout projet numérique.		
Bâtiments	<ol style="list-style-type: none">1. Non artificialisation des sols2. Construction de bâtiments avec une norme énergétique et carbone supérieure à la norme en cours (privilégier les constructions type Bâtiments Durables d'Occitanie ou Bâtiment à Energie Positive)3. S'assurer de l'accessibilité par transport public pour éviter l'usage de véhicule individuel.		





Merci pour votre
implication

4

**PILÉA**
STRATÉGIE

SAS - **Piléa** Stratégie

Pilotez vos projets autrement

Siège social : 81 rue du thym – 34980 Saint-Gély-du-Fesc
890 860 638 RCS Montpellier - APE 7022Z